

ÉPREUVE AUX CHOIX : ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE

DURÉE : 30 minutes

Tout dossier détérioré ou comprenant une page arrachée entraînera l'exclusion du candidat et/ou l'annulation de ses résultats.

CONSIGNES

Cette épreuve comporte quarante questions dont les solutions sont à choisir, pour chacune d'entre elles, parmi quatre réponses proposées : a, b, c ou d.

Il ne peut y avoir qu'une solution correcte pour chaque question.

Marquez la réponse exacte en noircissant la case correspondante (a, b, c ou d) de la grille de réponses qui vous a été remise.

Le barème utilisé est le suivant :

- Réponse juste : + 1 point
- Réponse fausse ou réponse multiple : 0 point
- Pas de réponse : 0 point

SUJET

1. La citoyenneté européenne : (chasser l'intrus)

- garantit un droit d'éligibilité aux élections municipales, si le ressortissant réside dans la commune
- confère un droit d'initiative citoyenne à tout ressortissant
- permet, quelques soient les ressources d'un ressortissant, de s'installer dans n'importe quel pays de l'UE
- donne la protection diplomatique par un autre état membre sur le territoire d'un pays tiers

2. Une politique de relance : (chasser l'intrus)

- stimule la croissance et lutte contre le chômage
- augmente la consommation publique
- a pour objectif la maîtrise de l'inflation
- est en faveur du désendettement des États, des entreprises et des ménages

3. Est un pays fondateur de l'Union européenne :

- a. L'Italie
- b. Le Royaume-Uni
- c. Le Danemark
- d. La Suisse

4. Les accords de Kyoto :

- a. ont été signés le 11 décembre 2005
- b. ont abouti à un accord universel et contraignant
- c. incite les signataires à limiter le réchauffement climatique à seulement 5°C
- d. ont confirmé la pression anthropique sur le climat planétaire

5. Le FMI :

- a. est une organisation internationale créée le 1er janvier 1995
- b. gère les crises monétaires et financières
- c. siège à New-York aux Etats-Unis
- d. a été créé suite aux négociations du Cycle d'Uruguay débutées en 1986

6. Choisissez la bonne réponse. La BCE :

- a. a pour président J.M. Barroso depuis le 1er novembre 2014
- b. est l'organe exécutif de l'UE
- c. impose leur politique budgétaire aux états membres
- d. gère l'Eurosystème en collaboration avec les banques centrales des États membres de la zone Euro

7. Que signifie la COP 21 ?

- a. 21ème Conférence Opposée aux Pollutions
- b. Coopération et Opérations anti Pollution 21ème édition
- c. 21ème Conférence des Parties
- d. Conférence des Performances 21ème session

8. Le « carré magique » de N. Kaldor ne se compose pas de cet agrégat :

- a. emploi
- b. stabilité de la monnaie
- c. inflation
- d. croissance

9. TAFTA : (chasser l'intrus)

- a. doit aboutir à un accord commercial trans-atlantique
- b. remettra en cause le principe de précaution du droit européen
- c. est en cours de négociations entre les États-Unis et l'Union européenne
- d. pourrait construire la plus grande zone de libre-échange mondiale

10. Le Pacte de Stabilité et de Croissance du Traité de Maastricht impose (sauf assouplissement) :

- a. une inflation contrôlée (stabilité des prix)
- b. une dette publique inférieure à 3% du PIB
- a. une croissance de 1%
- b. un déficit budgétaire inférieur à 60% du PIB

11. La faillite de cette banque entraîna la crise des *Subprimes* :

- a. Lehman Brothers
- b. Citigroup
- c. Bank of America
- d. Goldman Sachs

12. L'une de ces affirmations est fausse :

- a. Un bien libre n'est pas un bien économique
- b. La création monétaire juggle l'inflation
- c. La concurrence porte exclusivement sur les prix
- d. Le capital humain est un facteur de croissance économique

13. L'Union européenne est : (chasser l'intrus)

- a. une zone de libre échange
- b. un espace économique
- c. une union douanière
- d. une communauté fiscale

14. « Trop d'impôt tue l'impôt » : (chasser l'intrus)

- a. met en relation le taux d'imposition total et le montant des recettes fiscales
- b. est une expression de J.M. Keynes en faveur de l'Etat providence
- c. s'interprète comme le taux de pression fiscale maximum à ne pas dépasser
- d. se traduit graphiquement par une courbe en cloche

15. La désinflation :

- a. correspond à une réduction de l'inflation quand cette dernière reste positive
- b. est considérée par les économistes keynésiens comme une calamité
- c. correspond à un mouvement persistant à la hausse du prix moyen des biens et services
- d. est une période de ralentissement de l'activité économique

16. Cette phrase est fausse :

- a. un état interventionniste se limite à des fonctions régaliennes
- b. le capitalisme se caractérise par un phénomène de concentration
- c. la création de monnaie scripturale est dévolue à la BCE
- d. le financement des déficits publics par création monétaire est inflationniste

17. Une politique de rigueur :

- a. a pour but de provoquer une relance économique
- b. a pour objectif à court terme de revenir à la stabilité des prix
- c. s'oppose radicalement à une politique d'austérité
- d. est une théorie keynésienne qui vise à rassurer les ménages

18. Les revenus du patrimoine :

- a. découlent de la production auto-consommée
- b. proviennent des valeurs mobilières et immobilières
- c. sont des revenus de transfert
- d. génèrent peu de disparités en France

19. La thésaurisation :

- a. est la forme monétaire de l'épargne
- b. sert d'intermédiaire des échanges dans un pays
- c. souligne la préférence des agents économiques pour les agrégats monétaires
- d. correspond à la fonction d'unité de compte de la monnaie

20. La théorie des avantages comparatifs :

- a. repose sur une intervention étatique autorégulatrice
- b. est une théorie néo-keynésienne de 1929
- c. apparaît dans « La richesse des Nations » d'Adam Smith
- d. est démontrée pour la première fois par l'économiste britannique David Ricardo

21. Quelles sont les prévisions démographiques pour 2050 : :

- a. autour de 5 milliards
- b. plus de 9 milliards
- c. environ 10 milliards
- d. un peu moins de 8 milliards

22. Les revenus primaires : (chasser l'intrus)

- a. sont liés à une participation des ménages au processus de production
- b. comprennent les revenus de la propriété (loyers, dividendes)
- c. sont des revenus de transfert
- d. résultent du partage de la valeur ajoutée

23. Cette affirmation est fausse :

- a. l'appréciation de sa monnaie par un pays donne un avantage concurrentiel à ses exportations
- b. le PIB intègre les activités marchandes et non-marchandes
- c. l'élasticité-prix mesure la sensibilité de la demande par rapport au prix
- d. Adam Smith est souvent considéré comme le père fondateur de la science économique

24. Est le premier poste budgétaire de l'Etat :

- a. la justice
- b. la défense
- c. la charge de la dette
- d. l'enseignement scolaire

25. La dérégulation :

- a. a pour but d'encourager la concurrence et l'innovation
- b. est renforcée par l'intervention étatique
- c. est un instrument économique de théorie keynésienne
- d. est inutile dans les secteurs enclins aux situations de monopole

26. Ces pays n'ont pas adopté l'euro :

- a. Danemark, Royaume-Uni, Finlande
- b. Danemark, Suède, Finlande
- c. Danemark, Suède, Royaume-uni
- d. Danemark, Suède, Malte

27. La chute du mur de Berlin date du :

- a. 11/9/1989
- b. 9/9/1991
- c. 9/11/1989
- d. 11/11/1991

28. Le chômage classique :

- a. puise sa source dans des débouchés économiques insuffisants
- b. s'explique par le refus de laisser jouer la baisse du salaire réel
- c. ne peut se réguler par la loi de l'offre et de la demande
- d. peut être involontaire

29. Le traité sur l'Union européenne :

- a. a créé la monnaie unique
- b. ou Traité de Lisbonne
- c. est entré en vigueur le 31 décembre 2009
- d. a institué la citoyenneté européenne

30. La politique budgétaire :

- a. vise la stabilité des taux d'intérêts
- b. agit sur l'offre de monnaie dans le but de remplir un objectif de stabilité économique
- c. est une politique conjoncturelle de relance économique
- d. a une incidence sur les taux de change

31. Qui a fait du suicide un sujet d'étude sociologique ?

- a. K. Marx
- b. E. Durkheim
- c. M. Weber
- d. P. Bourdieu

32. L'individu adopte les attitudes, les comportements, les valeurs et les croyances de ce groupe :

- a. le groupe d'appartenance
- b. le groupe de référence
- c. la classe sociale
- d. le groupe socio-professionnel

33. Le contrôle social :

- a. produit systématiquement des normes sociales
- b. est exercé majoritairement par la famille
- c. est de plus en plus confié à des instances spécialisées
- d. passe par le respect de l'arbitraire

34. Trouvez la bonne réponse :

- a. les normes traduisent les valeurs dominantes d'une société
- b. l'entreprise est un agent de socialisation primaire
- c. la stigmatisation est un processus qui consiste à exclure des individus de la société
- d. la socialisation familiale n'a pas d'incidence sur la reproduction sociale

35. La peine de mort :

- a. est autorisée dans certains pays de l'UE
- b. a été supprimée le 9 octobre 1950 en France
- c. a été abolie, en France, par la loi Badinter
- d. ne concerne qu'une minorité de la population mondiale

36. La socialisation par coercition :

- a. consiste à donner des ordres pour indiquer les écarts ou la conformité culturels
- b. habitue l'individu aux règles de son milieu par le contact répété avec ses autres membres
- c. est un apprentissage résultant de différentes expériences personnelles
- d. permet un dialogue explicatif des enjeux culturels dans une société

37. Dans les sociétés à solidarité organique :

- a. la division du travail se limite à la production
- b. le droit est restitutif
- c. existent des liens de similitude entre les individus
- d. les activités de production sont peu différenciées

38. Est une valeur :

- a. une règle de comportement formelle ou informelle
- b. une façon de penser
- c. une règle commune dont le non-respect entraîne une sanction
- d. un idéal à suivre et à accomplir pour se réaliser

39. L'autorité parentale remplace l'autorité paternelle le :

- a. 29 avril 1945
- b. 20 septembre 1792
- c. 18 février 1804
- d. 4 juin 1970

40. Qu'est l'aliénation selon Marx ?

- a. la condition de l'individu qui ne possède ni son outil de travail, ni sa production
- b. la transmission volontaire ou légale à autrui d'un droit
- c. l'état d'une personne qui a perdu son libre arbitre
- d. le fait de ne pas avoir conscience de la lutte des classes